

**Commission** : Agenda pour la paix au Moyen-Orient

**Problématique** : “Comment les États membres de l’Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d’un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne ?”

**Auteur**: France

La France tout au long de son histoire a maintenu d'importantes relations avec le Moyen-Orient. Le gouvernement actuel, dirigé par M. Macron, continue cette tradition. La France est intervenue directement dans des conflits comme la guerre syrienne. Malgré la présence de grandes puissances sur ces zones de conflits, la France a encore un rôle important à jouer pour promouvoir la paix.

Historiquement, la France a souvent joué un rôle important au Moyen-Orient, depuis l'alliance de François Ier avec le Grand Turc à la construction du canal de Suez en 1836 en passant par l'expédition de Bonaparte en Egypte. Au XXs, la France poursuit cette politique, en 1919 elle obtient un mandat en Syrie grâce à la Société des Nations, elle maintient de bonnes relations avec cette dernière jusqu'au coup d'état de 1963 qui amène le parti Baas au pouvoir. Elle a toujours eu une attitude critique envers le régime des Assad, un état autoritaire, répressif. Depuis 2011 sa position n'a pas changé, elle a dénoncé l'usage d'armes chimiques par Damas sur les zones rebelles.

Après les attentats du 13 novembre 2015, il est devenu une priorité primordiale pour la France de garantir la sécurité sur son sol. Le foyer du terrorisme international, l'Etat Islamique, devait disparaître pour préserver la sécurité et le bien-être de nos concitoyens. La France a multiplié ses frappes en Syrie contre la capitale Syrienne de l'organisation criminelle : Raqqa. Mais l'affaiblir ne suffisait pas, de nombreux pays Européens ainsi que les Etats-Unis l'ont compris, il était nécessaire d'anéantir cette organisation terroriste pour garantir la sécurité sur leur sol. Deux ans après, l'objectif était atteint : l'état Islamique a été rayé de la carte. La France maintient toujours une présence militaire en Syrie dans le cadre de l'opération *Chammal*.

Pourtant, la Syrie est encore divisée et la guerre perdure. Si la France a autrefois jugé le départ de Bachar-al-Assad comme seule solution pour obtenir la paix, elle est consciente que de nombreux et puissants acteurs sont aujourd'hui présents en Syrie, dont la Russie qui soutient le régime des Assad. Elle pense par conséquent qu'un consensus entre le régime d'Assad et les forces rebelles serait nécessaire pour engendrer peu à peu une union nationale vers un processus démocratique sous l'égide des puissances étrangères. Ce consensus permettrait le retour des réfugiés dans leur pays et éviterait une nouvelle crise migratoire.

La France pense que c'est en soutenant les efforts des Nations Unies qu'une solution pourra permettre la paix durable en Syrie. Tout de fois, la paix n'est pas la seule priorité de la France, pour reprendre les mots de notre président : « Daech est notre ennemi, Bachar est l'ennemi du peuple syrien ». La France affirme qu'il est nécessaire d'abandonner le fusil pour reprendre le dialogue et assurer une paix durable dans la région.

Pour ce qui est de la guerre du Yémen, la priorité reste la même : limiter l'expansion de l'Etat Islamique. En plus de la nécessité absolue de mettre fin à ce désastre humanitaire. D'autre part, ce conflit ne doit pas menacer la liberté de navigation de la route de Suez de L'Europe vers l'Asie. La mer rouge représente un enjeu stratégique non seulement pour la France mais pour les autres pays européens, la prise du port d'Al-Hodeida a permis de sécuriser cette voie maritime mais il s'agit aujourd'hui d'anticiper les futures menaces. Il s'agit de mener les belligérants vers un cessez-le-feu qui permettrait dans un premier temps la paix de cette région. Mais à long terme ce n'est pas suffisant car les rancœurs entre ennemis persisteront et la moindre étincelle rallumera ce baril de poudre.

La France a suivi de près ce conflit, elle a été l'un des premiers pays à s'exprimer en faveur du départ du président Saleh et à soutenir le plan du Conseil de coopération du Golfe de 2011, en coordination avec l'UE et les Etats-Unis, pour une transition politique. Elle reconnaît la légitimité du

Président Hadi et de son gouvernement. De plus, elle a collaboré avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni dans la mise en place de la résolution 2216 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2015. Elle consistait en un appel à la reprise du dialogue, à la mise en place d'un embargo sur les armes et des sanctions individuelles contre les Houthis, et au respect des droits de l'Homme.

La France s'est aussi engagée dans l'aide humanitaire au Yémen, elle s'est engagée à donner 8,7 millions d'euros en 2020 via des organisations internationales (croix rouge) et des ONG (CARE). Notre pays soutient des projets pour lutter contre la famine et l'épidémie de choléra.

La France pense qu'il est nécessaire de trouver une solution pour la paix, ces conflits du Moyen-Orient dérivent dans des crises humanitaires. Ils ont un impact important en Europe comme la crise migratoire des réfugiés Syriens en 2015 ou les attentats terroristes de l'Etat Islamique. L'Europe ne peut pas permettre que cette guerre atroce perdure à ses pieds, elle doit promouvoir le dialogue qui peu à peu mènera vers la paix.